GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	23.01.2023	11h59	23.122	DFDS
Annule et remplace				

Auteur-e(-s) : Groupes socialiste et VertPOP

Titre : CPNE – Quelle place pour la culture dans le cursus des élèves ?

Contenu (questions posées au Conseil d'État) :

Le 10 novembre dernier, conformément au programme prévu par le Centre de formation professionnelle neuchâtelois (CPNE), des élèves se sont rendu-e-s au Théâtre populaire romand (TPR) pour voir la pièce *Le Grand Cahier* d'Agota Kristof. Cette représentation a apparemment suscité du mécontentement, car le 14 décembre la directrice artistique du lieu a reçu un courriel du CPNE l'informant que des élèves et des enseignant-e-s avaient été choqué-e-s par la pièce et que, par conséquent, ils annulaient leur venue à la représentation de *Quête*, qu'elles et ils sont censé-e-s voir au TPR le 10 février, et décidaient de ne plus considérer les offres du TPR jusqu'à nouvel avis. Environ 220 élèves sont concerné-e-s par cette annulation.

Des membres de la commission culturelle du pôle santé et social (dernière commission encore en place avant la centralisation des commissions), indigné-e-s par cette soudaine et radicale décision de boycott, ont adressé un courrier à la direction du CPNE. À sa demande, la direction du TPR a également rencontré le CPNE, qui n'est cependant pas revenu sur sa décision d'annuler la venue des élèves au prochain spectacle. La direction du CPNE a dit qu'elle prendrait tout de même connaissance du programme de l'année prochaine. La collaboration future semble donc incertaine...

Dès lors, et parce que cette annonce est périlleuse pour la suite, nous souhaitons que le Conseil d'État se positionne sur les questions suivantes :

- Les buts et objectifs de ces événements culturels sont-ils clairs pour la direction du CPNE ?
- Quelle place est accordée à la médiation et à la préparation auprès des élèves en amont des spectacles ?
- Pourquoi centraliser les commissions culturelles de chaque pôle et perdre l'expertise pédagogique des enseignant-e-s qui sont en lien direct avec les élèves ?
- Que pouvez-vous mettre en place, à l'avenir, pour assurer une collaboration saine et pérenne entre le CPNE et les lieux culturels du canton ?

Développement (commentaire aux questions) :

Le rapport 21.014 du Conseil d'État stipule : « *Ils-elles trouveront, sur l'ensemble du canton et quelle que soit leur filière de formation, un accès similaire et amélioré aux informations et à l'orientation, à la mobilité et aux stages en Suisse et à l'étranger, à l'offre sportive et culturelle, à la possible progression verticale des niveaux de formation (MP, ES, brevets fédéraux), ainsi qu'à une porte d'entrée unique pour les offres de formation, tout particulièrement pour la formation des adultes.* »

L'offre culturelle qui est proposée aux directions des différents centres de formation du canton est variée. Aucun des lieux culturels n'impose de spectacles aux élèves. Dès lors, chaque direction ou commission est libre de faire un choix en toute connaissance de cause et selon ses critères. Il est donc de sa responsabilité de se renseigner sur les spectacles choisis et les thématiques qui y sont traitées.

La préparation en amont des représentations est nécessaire pour que les élèves sachent ce qu'ils et elles vont voir, dans quel cadre et avec quelle portée pédagogique. Si les enseignant-e-s ne souhaitent pas le faire, ne faudrait-il pas que des moyens supplémentaires soient mis dans la médiation ?

Nous nous inquiétons qu'en condamnant un spectacle qui a suscité du mécontentement – toute proportion gardée, car nous ne savons pas combien de gens sont concernés par cette plainte – nous empêchions les élèves de participer à des événements culturels, alors même qu'ils et elles entrent dans leur cursus de formation. La culture au CPNE deviendra-t-elle un simple divertissement à consommer ? Les spectacles risquent-ils à tout moment d'être annulés car ils n'ont pas fait l'unanimité ?

De plus, il est essentiel que tous les lieux culturels se diversifient et accueillent un public large et varié, notamment un public jeune, qui sera amené à réfléchir, à développer son sens critique et sa curiosité. Si les centres professionnels ne proposent plus d'offre culturelle ciblée aux objectifs clairs à leurs élèves, la culture

risque de devenir une préoccupation uniquement académique. Est-ce bien ce que nous souhaitons ?

Il est important que chaque pôle puisse définir ses besoins et, par conséquent, composer des commissions culturelles indépendantes. Les commissaires doivent connaître les buts et objectifs de l'accès à la culture pour toutes et tous.

Souhait d'une réponse écrite : NON

Demande d'urgence : OUI

Auteur-e ou premier-ère signataire : *prénom, nom* (obligatoire) :

Garance La Fata

Autres signataires (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :
Sarah Blum	Olivier Beroud	Richard Gigon
Hugo Clémence	Anita Cuenat	Julie Courcier Delafontaine
Annie Clerc-Birambeau	Amina Chouiter Djebaili	Monique Erard
Romain Dubois	Armin Kapetanovic	Adriana Ioset
Marina Schneeberger	Patrick Erard	Margaux Studer
Brigitte Neuhaus	Marinette Matthey	Julien Gressot